

# Le Maroc, nouveau terrain de chasse des PME

Si elles étaient 500 en 2009, les PME françaises implantées au Maroc sont aujourd'hui près d'un millier. Outre les salaires moins élevés et une politique fiscale avantageuse, le pays se vend aussi comme une plate-forme vers l'Afrique.

Le Maroc, à trois heures de vol de Paris, est devenu un nouveau territoire de conquête des entreprises françaises. Avec plus d'un millier de PME, contre environ 500 en 2009, 700 filiales, 100.000 emplois et un stock d'investissements estimé à 15 milliards d'euros, les sociétés de l'Hexagone figurent en tête des opérateurs étrangers. La quasi-totalité des entreprises du CAC 40 y sont présentes : Alstom, chargé du projet du tramway et du TGV au Maroc ; France Télécom, entré dans le capital de Meditel, deuxième opérateur mobile marocain ; et Renault, à Tanger. Les franchises françaises (Fauchon, FNAC, Leader Price...) y ont également posé leurs jalons.

## Exonération d'impôt sur les sociétés

La France représente un tiers des investissements directs dans le pays, malgré la montée des investisseurs du Moyen-Orient ou d'Asie. Et le pays est le premier bénéficiaire des concours de l'Agence française de développement (AFD), à travers sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé et des PME-TPE...

Pour un investisseur étranger, l'atout du pays est sa politique fiscale et économique, avec une exonération totale de l'impôt sur les sociétés durant les cinq premières années, et d'un impôt à taux réduit de 17,5 % ensuite. « *Le salaire moyen au Maroc est de 400 euros, ce qui permet de réduire les coûts* », ajoute Antoine de Gaullier, chef de projet Afrique et Moyen-Orient. « *Nous avons décidé de nous installer à Casablanca pour augmenter notre capacité de production avec la présence dans le pays d'équipes qualifiées pour réaliser des images 3D, du fait notamment de l'implantation quelques années auparavant d'Ubisoft. En revanche, les budgets marketing des promoteurs ou investisseurs immobiliers y sont moins élevés* », raconte Jean-Maxime

Gil, cofondateur de la société Realiz3D, une entreprise spécialisée dans la réalisation d'images 3D pour le bâtiment.

## DANONE BAISSÉ LE PRIX DU LAIT

Objet d'une campagne de boycott contre la cherté de la vie qui a visé trois marques dont le groupe agroalimentaire, Danone a décidé de baisser de presque 9 % le prix de certaines briques de lait pasteurisé et de lancer un format économique de 470 ml de lait écrémé. Le groupe dirigé par Emmanuel Faber a mené une campagne de concertation auprès de 100.000 personnes dans différentes villes. *« Il n'y a aucune explication rationnelle du boycott et plutôt que d'essayer de le comprendre, on a essayé de l'entendre avec cette consultation : on a entendu qu'il y a des gens en difficulté financière, il y a une question de pouvoir d'achat »*, a expliqué Didier Lamblin, le directeur général de Centrale Danone.

Mohamed El Kettani, président d'Attijariwafa Bank, la première banque au Maroc et en Afrique, souligne l'existence du partenariat signé entre son établissement et bpifrance qui permet d'accompagner les PME françaises et marocaines. Il insiste sur le fait que le royaume est une plate-forme à l'export de par sa situation géographique et la signature d'accords de libre-échange permettant l'accès à plus de 55 marchés, dont l'Union Européenne et les Etats-Unis. Le pays a récemment demandé son adhésion à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, une zone économique intégrée de 15 pays formant un marché de 350 millions d'habitants. *« L'accroissement spectaculaire de la pression urbaine en Afrique ouvre de larges perspectives pour investir ensemble dans les infrastructures urbaines, de sorte à doter les villes africaines de moyens de transport efficaces, de services efficaces en matière de distribution d'eau et d'électricité, de logements adaptés, d'une connectivité digitale adaptée »*, souligne-t-il. *« Le pays est une porte d'entrée vers l'Afrique avec des échanges de plus en plus importants avec les pays d'Afrique subsaharienne »*, ajoute de son côté Philippe Confais, directeur de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc.

Ghizlaine Badri